

Face aux provocations du président Macron, la FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir dès la rentrée

Dans une interview, le président Macron s'est livré à une nouvelle offensive contre l'Ecole publique et le statut des personnels. Il a notamment déclaré : *« Il y a trop de vacances, et des journées trop chargées. Les élèves qu'on aura évalués, et qui en auront besoin, il faut qu'on puisse les faire rentrer le 20 août pour leur permettre de faire du rattrapage. »*

Alors que la France est un des pays européens avec les vacances d'été les plus courtes, le président Macron estime donc qu'il faudrait que les élèves en difficulté, et donc tout ou partie des enseignants, reprennent le 20 août !

La FNEC FP-FO rappelle que 2 000 postes d'enseignants sont supprimés lors de cette rentrée scolaire et que, lors du premier quinquennat Macron, 7 900 postes ont été supprimés dans les lycées et collèges.

De ce fait, dans les écoles et les établissements, les effectifs explosent, les remplacements ne sont plus assurés, les enseignants spécialisés, et notamment ceux des RASED (réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté) font défaut. Ce ne sont donc ni les vacances « trop longues » ni les journées « trop chargées » qui expliquent les difficultés de certains élèves, mais bien le manque de postes et la dégradation permanente des conditions de travail des personnels !

Pour la FNEC FP-FO, la proposition du président Macron est une provocation, qui a le même contenu que celle de l'ex-ministre Peillon sur les rythmes scolaires, face à laquelle les personnels s'étaient mobilisés en masse par la grève.

La FNEC FP-FO revendique deux mois de congés d'été pour les personnels, l'arrêt des suppressions de postes et les créations de postes nécessaires dans les écoles et les établissements.

Et pour rendre les concours enseignants « attractifs », il faut revaloriser les personnels par une augmentation de 10% de la valeur du point d'indice ! Comment accepter les propos du président Macron *« Nous avons engagé une revalorisation historique des enseignants : c'est le cœur du pacte enseignant »* ? Le pacte, dont la FNEC FP-FO exige le retrait, c'est le contraire d'une revalorisation : c'est travailler plus pour perdre moins, c'est la remise en cause des statuts !

Décidemment, le président Macron se permet toutes les provocations !

Il ose même déclarer : *« Sur la réforme du bac, nous sommes pragmatiques et on ne peut pas avoir des épreuves aussi tôt dans l'année. Dans les prochains jours, le ministre annoncera les ajustements que nous déciderons à ce sujet »*

Alors que depuis des années, les personnels, avec la FNEC FP-FO, exposent les conséquences catastrophiques de la réforme du bac qu'il a lui-même instaurée avec son ex-ministre Blanquer, le président vient de se rendre compte qu'il y a un problème !

Mais ce ne sont pas des « ajustements » que les personnels attendent, c'est l'abrogation de la réforme du Bac, de la réforme du lycée, de Parcoursup et le retour à un bac national, ponctuel, terminal et anonyme ! Ces revendications étaient d'ailleurs au cœur de la conférence nationale sur le baccalauréat organisée par la FNEC FP-FO le 4 février 2022.

Dans cette situation, la FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir dans les écoles, les établissements et les services dès la rentrée pour décider de toutes les initiatives pour faire valoir leurs revendications. La FNEC FP-FO a déposé un préavis de grève couvrant la période de la rentrée.